

QUEST

apl

information

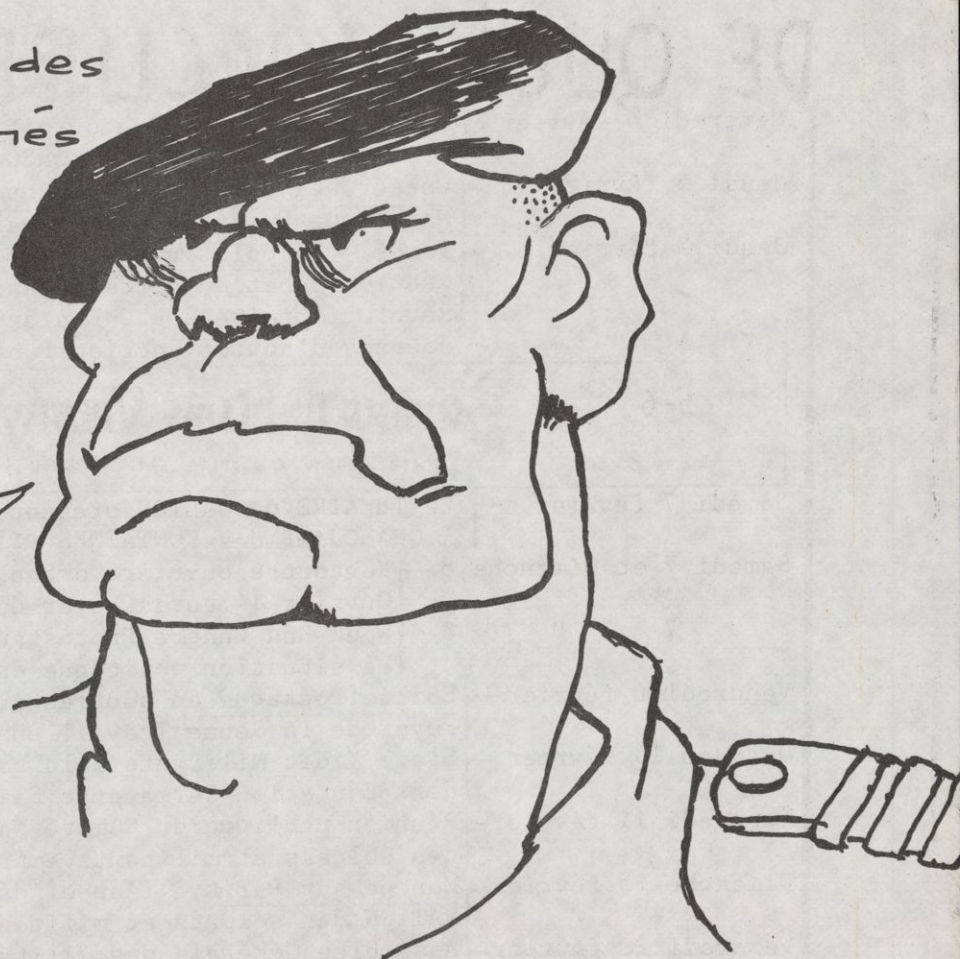
Bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

REPRODUCTION ET UTILISATION DES INFORMATIONS ENTIEREMENT LIBRES...

Dimanche 15 Février

MARCHE SUR PARIS

pour la libération des
soldats emprisonnés
(cf. p. 2-3)



dire qu'en 44
c'est nous qui
marchions sur
la capitale pour
la libérer !

Sommaire p. 1

n° 126

2 Février

ABONNEMENT
12 NUMEROS
15,00 fr.

1,50 F

APL - 29 RUE JEAN JAURES 44000 NANTES - LIBRAIRIE 71 - TEL. 73. 82. 48

Dir. M. CLAVEL
apl : periodique nantes cccap 54701

IMP. S.P.E. A.P.L.
apl : périodique nantes cccap 54701

① AU MENU CETTE SEMAINE...

- PAGE 2: Des soldats et des militants ENCORE et TOUJOURS en prison .
 PAGE 3: Un comité local pour la libération des prisonniers...et une marche sur PARIS.
 PAGE 4: CHEIX-EN-RETZ = la justice a délibéré ...
 PAGE 5: " " "
 PAGE 6: Nouvelle Fac de Droit et Sciences-Eco de Nantes.
 PAGE 7: (suite)
 PAGE 8: (suite)
 PAGE 9: Normalisation de l'APL ou l'APL en question.
 PAGE 10: Vidéo = un moyen d'action au service des luttes.
 PAGE 11: NON à la peine de mort.
 PAGE 12: CHOMEURS = action commune.
 PAGE 13: Nantes = soutien aux Editions OSWALD.
 PAGE 14 et 15: Dernières nouvelles de l'Ouest.
 PAGE 16: Affaire d'EXCITATION à la DEBAUCHE aux Dervallières.
 PAGE 17 et 18: Lambert ou un Retour du Portugal (suite).
 PAGE 19 et 20: ... (suite)

DE QUOI S'OCCUPER.....

- Mercredi 4 février Réunion du Comité Breton anti-Répression.
 Jeudi 5 février Fraternité Protestante 20h30 (rue Amiral Duchaffaut Nantes)
 Jeudi 5 février Conférence de Presse Publique EN SOUTIEN AUX ÉDUQUEURS "excitants"
 Maison de Quartier des Dervallières 20h30 (cf page 16)
 Jeudi 5 février Santé = La politique de la Bourgeoisie
 Réunion-débat du secteur santé de la ligue Communiste
 Révolutionnaire 20h30 Fraternité Protestante.
 " 5 " - Journée d'action Foction Publique.

" 5-6 " - **"QUAND TU DISAIS VALÉRY"** A L'INITIATIVE DE L'UDB
 PROJECTION DU FILM DE R. VAUTIER : SALLE VASSE, RUE COLBERT

- Samedi 7 février Le THEATRE du GALION présente " LA SUEUR DU SOLEIL"
 à GRANCHAMP-des-FONTAINES (15km au nord-ouest de Nantes.)
 Samedi 7 et Dimanche 8 Rencontre ouvrière organisée par le Bulletin de Liaison
 Ouvrier 14heures Foyer du Jeune Travailleur.
 " 7 " 8 Week-End Centre Protestant de l'Ouest
 La situation politique en Espagne (79370 Celles/Belles)
 Vendredi 6 février Soirée Poétique en soutien aux Editions OSWALD
 Foyer de la Jeune Travailleuse.(place St-Elisabeth).
 Du 9 au 13 février Stage Vidéo militante à la Maison des Jeunes et
 de l'Education Permanente Saint-Nazaire.
 Mercredi 11 février Réunion publique du Comité Nantais pour la LIBERATION
 des soldats et militants emprisonnés. Salle Vasse 20h30)
 Dimanche 15 février Montée sur Paris à l'appel du Comité Nantais pour la LIBE-
 RATION des soldats et militants emprisonnés.
 Vendredi 20 février Assemblée Générale des militants CFDT de Vendée.

ORGANISÉE
 PAR LA
 LIBRAIRIE 71

" LE PEUPLE PREND LA PAROLE "

Film-Débat sur le PORTUGAL, d'après le 24 avril 1974.

*Mercredi 4 février REZE Salle Municipale 40 rue J.Jaurès à 20h30.

*Jeudi 5 février BOUT-des-PAVES Centre Social à 20h30.

*Vendredi 6 février MALAKOFF Centre Social à 20h30.

LES DOSSIERS SONT VIDES !.. 2 POURTANT DES SOLDATS ET MILITANTS SONT TOUJOURS EN PRISON !.. POURQUOI ?..

Un droit est inscrit dans la Constitution : celui de s'exprimer et de s'organiser librement. Des soldats qui dès l'âge de dix huit ans sont considérés comme des citoyens majeurs ont voulu étendre ce droit à l'armée.

Estimant que le temps de la "grande muette" est dépassé, leurs comités de soldats ont tout simplement exprimé leurs opinions par tracts et conférences de presse. Des unions locales C.G.T. et C.F. D.T. les ont soutenu en les acceptant dans les locaux syndicaux.

Le gouvernement de Chirac, Giscard et Poniatoski les jette aujourd'hui en prison afin de les traîner devant une juridiction d'exception : La Cour de Sûreté de l'Etat. De plus des dizaines de soldats sont actuellement emprisonnés dans les casernes.

CAR IL S'AGIT AUJOURD'HUI DE FAIRE PEUR :

- PEUR aux soldats qui s'organisent dans les casernes et qui réclament les libertés les plus élémentaires.
- PEUR aux travailleurs qui luttent contre le chômage et la hausse vertigineuse des prix.

C'est ce même gouvernement qui aujourd'hui invente un "complot" dont les premiers éléments de preuve ne sont, pour cause, en aucun lieu et en aucun moment fournis.

C'est ce même gouvernement qui hier par la voix de son ministre de la Justice, LECANUET exigeait que les patrons poursuivis pour la mort de leurs ouvriers soient immédiatement relâchés.

Ainsi une fois encore, deux poids deux mesures, à ceux qui sont responsables de la mort d'homme, "la campagne d'indignation"... et la liberté au bout de trois jours.

A ceux qui ont usé de leur droit de parole : la Cour de Sûreté de l'Etat. Pourtant, les dossiers sont vides. Rompant le secret de l'instruction, les avocats viennent de le démontrer.

CE QUI SE PASSE EN FRANCE EN CE MOMENT EST EXTREMEMENT GRAVE.

NOUS EN APPELONS A TOUS LES TRAVAILLEURS.

N'ACCEPTÉZ PAS !

Agissez dans l'unité sans exclusive !

Avec nous, exigez :

- La cessation des poursuites engagées,
- la levée de toutes les inculpations,
- la libération immédiate de tous les emprisonnés,
- le droit d'expression et d'association à l'armée.
- la suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat Tribunal d'exception.

Comité Nantais pour
la Libération des
Soldats et Militants
Emprisonnés.

-o-o-0-o-o-

REUNION PUBLIQUE MERCREDI
11 FEVRIER 1976 à 20 H 30

Salle Francine VASSE, Rue
Colbert à N A N T E S

3

NANTES : UN COMITE LOCAL POUR LA LIBERATION DES EMPRISONNES

Plusieurs dizaines de soldats et de militants viennent d'être inculpés "d'entreprise de démoralisation de l'armée" et sont déjà déférés devant la Cour de Sûreté de l'Etat, juridiction d'exception ; ils encourent des peines de 5 à 10 ans de prison.

Le pouvoir veut ainsi interdire l'exercice des droits démocratiques à l'armée et s'attaque par là même à l'ensemble du mouvement ouvrier démocratique, comme le montre ses récentes déclarations.

Des locaux d'organisations syndicales ont été perquisitionnés des militants arrêtés, et la plupart d'entre eux inculpés et emprisonnés.

Les signataires de cet appel demandent la cessation des poursuites engagées, la levée de toutes les inculpations et la libération immédiate de tous les emprisonnés.

Ils apportent leur soutien à tous les soldats qui luttent pour la reconnaissance de leurs droits démocratiques, notamment le droit d'association au sein de l'armée.


Ils demandent également la suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat, Tribunal d'Exception.

Sur cette base, les signataires appellent à la création d'un comité local pour la libération des soldats et militants emprisonnés.

ENVOYEZ VOS SIGNATURES à :
M. Robert CIRON - 20 place
Edouard Normand - NANTES - 44 -

PRADIER JR - GAUDUCHEAU [médecins],
EUZEN, BARBIER F. JEGO Cl. [libraires],
CIRON R. [greffier], OLIVIER R.-
CADIET [pasteurs], ILLAIRE Martine -
FLAMENT Michel - LAMBERT B. [paysans],
SERVAT Gilles - les TRIYANN, ROBERT J. [conseiller municipal],
BOUPITEAU [libre penseur], RICOT J. -
PRIOU D. - BROUARD J. - PEYRIARD P. -
LETOURNEUX J.P. - PEYRON J.L. -
GAUTHIER P. - MASSE M. - LAFAY -
GUIN - TOUCHEFEU - LE DEM [enseignants],
TAUPIER Michel - LE MAPPIAN Michel -
QUIMBERT Michel REVEAU - AYRAULT -
JOURNAUD Pascale MARCAULT-DEROUARD -
CHAPUT Nicolas CHEREAU G. -
LALLEMENT Guy - JAFFRE R. -
SOUVATTIER F. [avocats], ASTRE [droits de l'homme]

Comité Nantais pour la Libération des Soldats et Militants Emprisonnés.



MONTEE SUR PARIS !..

DIMANCHE 15 FEVRIER 1976 !

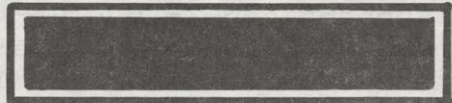
Inscriptions : LIBRAIRIE "71"

29, rue Jean Jaurès

à N A N T E S



CHEIX EN RETZ :



La Justice ne s'est pas "MOUILLÉ" !!!.....

4

CORRESPONDANCE A.P.L.

cf. APL n° 125

-o-o-o-

Le 13 janvier 1976, les gendarmes intervenaient contre Rondineau, propriétaire, qui essayait une fois de plus de jeter à la rue la famille Mouillé.

Privés de permis de conduire et interdits de séjour à Cheix en Retz jusqu'au 28, les Rondineau étaient convoqués au tribunal (le 28 janvier) des flagrants délits pour violation de domicile aux Bois au Moine.

Armand Mouillé se portait partie civile et réclamait 1 fr. symbolique de dommages et intérêts.

A L'AUDIENCE

Interrogée, la famille Rondineau reprend les événements du 13 janvier 76 : (installation chez les Mouillé) et le jugement (procès de Rennes) prononçant l'expulsion des fermiers Mouillé.

Elle rappelle ses demandes d'exécution du jugement, la dernière en date du 5 janvier.

L'administration avait alors répondu que l'exécution du jugement pourrait provoquer des troubles de l'ordre public.

"La justice ne fait pas son travail, c'est pourquoi nous avons investi les lieux !.." Toute la famille en chœur "Nous voulons que l'expulsion soit faite, nous attendons que justice soit faite !"

Mouillé se rappelle partie civile, mais l'avocat de Rondineau répond : "Quand les tribunaux

donnent raison à Mouillé, ça va, il applique les jugements. Quand ils lui donnent tort, ça ne va plus ! Que vient demander Mouillé aujourd'hui devant la Justice ?"

ARMAND MOUILLE PLAIGNANT...
...OU ACCUSE ?...

Le juge reprend cette question et attaque : "Pourquoi n'acceptez-vous pas d'appliquer le jugement de Rennes ?"

A. Mouillé, mal à l'aise, comprend mal le langage de la justice, l'intervention de son avocat, avant d'être renvoyé par le juge, rappelle : "Mouillé n'est pas le prévenu, c'est la partie civile, ce n'est pas lui qui doit être attaqué aujourd'hui ! Il faut juger le viol de domicile, considéré aujourd'hui et pas autre chose !"

Il y ajoute un rappel de l'affaire, à savoir le problème des cépages prohibés (que Rondineau veut lui faire cultiver) et du prix des terrains trop élevé pour un marécage. Rondineau viole les lois, et c'est Mouillé qui doit être sanctionné ? La terre est à celui qui la cultive. Il l'entretient, sans elle, il serait au chômage : il réclame avec son avocat le Franc symbolique de dommages et intérêts.

L'avocat de Rondineau (qui est aussi celui de la FFA, syndicat agricole de droite, manipulé par les propriétaires fonciers) reprend la parole :

"Si la justice n'est pas appliquée (nanana...) où allons-nous ? Les gens seront amenés à régler leurs

5

leurs comptes eux-mêmes (nanère...) La vigne Marou...Mésanger...Mouillé...Marionnettes du syndicalisme agricole...les agitateurs derrière [...] et le malheureux fils Rondineau géophysicien, qui attend une ferme de 15 ha pour pouvoir enfin vivre et se consacrer entièrement à l'agriculture (du pétrole sans doute !). Drôle de justice qui protège ceux qui refusent d'appliquer la loi et condamne ceux qui sont dans la légalité etc, etc..."

LE "JUGEMENT"...

- **S**uspension du permis de conduire de 15 jours avec sursis pour Rondineau, sa fille, sa belle fille.
- **I**nterdiction de conduire une mobylette pendant 15 jours avec sursis pour sa femme.
- **P**eines non inscrites au casier judiciaire.
- **M**ouillé n'a pas son Franc de dommages et intérêts et a ses frais de justice à sa charge !

A NOTER :

Le ton de la séance était donné dès le début par le juge qui déclarait avec tristesse à Rondineau : "Je crain comme vous qu'un jour arrive où la justice reste sans applications."

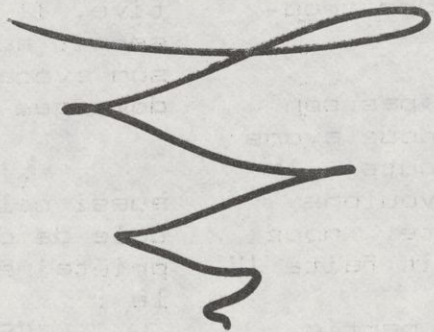
AINSI SOIT-IL !...

CORRESPONDANCE APL ANNEXÉ

On apprend depuis que Rondineau [propriétaire] vient d'envoyer à Poniowski [ministre de l'intérieur] une lettre indigne où il dit notamment :

"Que depuis 5 ans, il attend l'exécution du jugement proposé par la cour d'appel de Rennes, qu'une procédure a été engagée contre le préfet, chargé de l'exécution des ces jugements.

[...] Vous qui, quelquefois, reprochez aux juges de se montrer trop faibles, puissiez-vous penser aussi à exécuter les jugements rendus par les tribunaux, afin d'éviter à d'autres, qui, comme nous, attendent votre bon vouloir, de se retrouver dans l'illégalité pour avoir seulement désiré que justice leur soit rendue."



LA NOUVELLE FAC. DE DROIT-SC. ÉCO DE NANTES

Grâce à un mouvement
Grâce à une motivation
Grâce à la plus grande mobilisation spontanée étudiante que cette fac ait connue.

AVANT

Les étudiants, en général, percevaient souvent la "politique" comme une question personnelle. Un choix privé pour ainsi dire. Ce choix, même s'il hérite de la famille, n'est pas lié pour la plupart à une appartenance de classe.

À la rentrée, la masse des étudiants reste indistincte d'abord à cause du nombre qui diffère beaucoup de la classe du lycée, ensuite par l'entrée commune en fac et l'adaptation à un rythme nouveau pour tous.

La même crainte devant ce nouveau type d'études fait croire à une unité totale des étudiants. Les profs restent, comme dans le secondaire, les interlocuteurs de la masse étudiante (et les ennemis éventuels) ce qui entretient l'illusion égalitaire.

Or, en 1974, dans cette fac :

- 21 % d'étudiants étaient fils ou filles d'ouvriers, petits employés, exploitants agricoles,
- 47 % fils ou fille de la petite bourgeoisie traditionnelle (artisans, commerçants, enseignants, petits fonctionnaires) et aux couches nouvelles (cadres techniques, commerciaux, administratifs),
- 30 % appartenaient à la bourgeoisie libérale (architecte, médecins, avocats, assurances, à la haute bourgeoisie d'Etat, à la haute bourgeoisie (propriétaires fonciers, patrons, industriels).

LA LUTTE ENTRE CES FRACTIONS ETUDIANTES EST PRESENTE DANS CETTE UNIVERSITE. ELLE L'ETAIT PENDANT NOS 6 SEMAINES DE GREVE.

AVANT et à chaque rentrée, la question d'un éventuel bizuthage se posait. A quoi correspondait ce bizuthage ? (Mercurochrome, shampoing aux yaourts et autres brimades stupides).

On trouve cette tradition de bizuthage dans les "Grandes écoles" à caractère aristocratique ainsi que dans les corps où le mépris de l'inférieur est la règle (ex : l'armée).

Le bizuthage révèle un esprit de caste, un caractère d'intronisation : l'étudiant va entrer dans la grande famille "juridico-économique"

Quelle illusion ! d'ici la 3e année, 70 % d'entre nous seront éliminés et surtout nous n'avons pas la même famille (statut social).

ON REFUSAIT CE MEPRIS D'ETUDIANTS REACTIONNAIRES, COMME ON LE REFUSE TOUJOURS, COMME DANS NOTRE MOUVEMENT OU CES "FASCISTES" N'ONT FAIT QUE DES DECLARATIONS PARANO-NAZILLARDES.

AVANT le 1er trimestre, la faculté de Droit Sc Eco était riche en élections, en slogans où sont mis en évidence "les intérêts communs des étudiants"

Mais que signifie cette affirmation reprise par les syndicats étudiants ?

Dire que les étudiants ont des intérêts communs ?

C'est oublier QUE LES ETUDIANTS ONT UNE ORIGINE SOCIALE ET UN DEVENIR SOCIAL DIFFERENTS et que ces deux caractéristiques opèrent un clivage profond au sein même de l'ensemble des étudiants.

.../...

7

En entrant en faculté, nous n'avons pas tous le même bagage culturel (somme des connaissances, aisance dans le langage)

En fac de Droit Sc Eco, ce bagage est déterminant. Il faut faire des exposés, où la facilité d'expression compte beaucoup. Il faut élaborer des plans brillants qui ne veulent rien dire, mais qui montrent au professeur "ébahi" que l'on sait monter brillamment les mots.

A cet handicap culturel s'ajoute les contraintes matérielles (la différence des revenus, étudiants salariés, étudiants qui sont obligés de bosser pendant les vacances).

C'ETAIT CA LA SELECTION. ET MAINTENANT ELLE EST RENFORCEE PAR DES COMMISSIONS PEDAGOGIQUES, VERITABLES COMMISSIONS D'EPURATION.

NOUS LUTTONS CONTRE CETTE SELECTION QUI NE FAIT QUE RENFORCER LA PRESENCE ET L'AVANCE DE LA BOURGEOISIE DANS CETTE FACULTE

Ce n'est pas parce que l'on est tous licenciés en Droit Sc Eco que l'on a le même statut social.

LES INTERETS COMMUNS N'EXISTENT PAS

"Certains pensent qu'il faut se battre pour une université démocratique" style UNEF
MAIS L'UNIVERSITE DEMOCRATIQUE EST UNE ILLUSION TANT QUE SE MAINTIENDRA CE SYSTEME CAPITALISTE.

Nous l'avons vu pendant notre lutte

- cet accès libre à l'université
- l'université pour tous "ouverture aux salariés".

C'est le BLUFF GISCARDIEN

Pendant notre mouvement massif ces différents points ont été clairement saisis

- lutte entre fractions d'étudiants
- lutte contre les fascistes
- dénonciation des intérêts communs
- dénonciation d'une politique et des valets (directeurs d'UER Mandarins).

Des mandarins qui ne reconnaissent pas aux étudiants la possibilité d'acquérir des connaissances en dehors des cours et qui suppriment ainsi tout esprit critique.

PAR CETTE GREVE ON A OBTENU LA VERITABLE LECON D'UN MOUVEMENT SOCIAL ON A TOUT VU.

- 1ere semaine : disparition complète de l'administration et de certains profs pendant nos AG
- 2eme semaine : LETTRES D'INTIMIDATION aux exclus de DEA pour leur faire fermer leurs gueules
- 3eme semaine : on nous a fait croire à la négociation et on découvre l'attitude violente des mandarins
- 4eme semaine : on dénonce les grévistes "comme des bordéliques, les enseignants comme des manipulateurs" et alors les flics interviennent
- 5eme semaine : c'est la semaine du "Comité de liaison" comité réactionnaire, qui essaie avec l'administration de diviser les étudiants, de casser le mouvement
- 6eme semaine : grâce à notre mobilisation, nos manifestations, notre volonté, des solutions sont envisagées.

Mais c'est aussi la semaine de "récupération". On presse le mouvement pour qu'il serve de tremplin à des organisations.

.../...

Il n'y a que l'armée qui ne soit pas intervenue ?
Peut-être interviendrait-elle un jour ?

Au cours des dernières années, les étudiants de Droit Sc Eco ont lutté à plusieurs reprises contre des réformes gouvernementales. Mais à moins, et encore, d'une véritable mobilisation nationale et active, on s'apercevait bien vite que ces grèves ne changeaient rien à la situation.

Nous sommes une des rares facultés à nous opposer au décret Soisson, car nous avons l'exemple des DEA.

A Nantes, on a étonné
ON EST HEUREUX D'AVOIR ET ONNE, DERANGE, DENONCER les incompétences et les contradictions d'un gouvernement d'une politique.

Cette grève a permis :

- à des gens qui ont des idées similaires de se reconnaître
- la lutte a obligé tous les étudiants et profs à se démasquer, à choisir leur camp
- le mouvement a permis à beaucoup d'étudiants d'avoir un regard critique sur l'enseignement qu'on leur donne
- des tas d'étudiants ont appris à être vigilants et sont capables de lutter contre les différents aspects de l'université bourgeoise.



Il y a une dynamique à la fac de Droit Sc Eco.
NOUS LA GARDERONS A TOUT PRIS.

- NON à L'ASPHIXIE DE LA FAC DE DROIT SC ECO
- NON au NUMERUS CLAUSUS
- NON AUX COMMISSIONS PEDAGOGIQUES
- NON AUX MANDARINS
- NON AU DECRET SOISSON

LA LUTTE CONTINUE

Le Comité de Grève
Comité de Base Droit Sc Eco

EN BREF-EN BREF-EN BREF-EN BREF-EN BREF-EN BREF-EN BREF-EN BREF-EN BREF-EN BREF-EN BREF

.METALLURGIE =

La CFDT propose une plate-forme revendicatrice pour tous les métallos nantais. Le Conseil de l'Union métaux de la CFDT déclare : "malgré la légère repise d'emplois chez Saulnier-Duval, les inquiétudes ne sont pas apaisées en ce qui concerne le maintien de l'emploi dans les grosses entreprises nantaises" Le Conseil a aussi "dénoncé le scandale du travail intérimaire qui permet au patronat toutes formes de transgressions des lois"

L'EQUILIBRE ECOLOGIQUE DES MARAIS SALANS PERTURBE...

...affirment les paludiers de la presqu'île de Guérande. Rode de la Baule-le Croisic, usine d'épuration de Livery, campagne de démostification: sous couvert d'intérêt public. Ces trois assauts risquent de perturber l'équilibre écologique des marais salants ont souligné les adhérents du syndicat des Paludiers réunis en AG à Guérande le dimanche 24 janvier 1976. Ils envisagent de relancer l'action sur ces trois problèmes, d'autant plus qu'ils ont l'impression de "prêcher dans un désert", face à l'attitude des élus locaux ou de l'administration qui ne veulent rien entendre de leurs justes revendications.

"NORMALISATION DE L'A.P.L. ?"

Le comité de Base Droit Sc Eco à l'APL au sujet de l'article de la semaine dernière : "Grève suspendue dans les Facs", ou la phrase : "Alors que Sciences a su rester sérieux sur la forme et le fond, Droit s'est laissé aller sur la forme..."

Quelques remarques :

- 1- Dissocier la forme du fond, c'est se laisser encore une fois piéger par le compartimentage bourgeois consistant à séparer la forme du fond, la théorie de la pratique, etc... alors que les deux sont indissociable et s'articulent...
- 2- Les tristes et les rigolos : toute l'agressivité et le refus du sérieux (ce sérieux étant partie intégrante de l'idéologie dominante et achevant la séparation des individus) mise en oeuvre dès le début de la grève et dont nous ne nous sommes jamais départis, aide, comme nous l'avons déjà dit, à "déchirer la toile d'araignée de l'idéologie", évite toute mystification et tout mysticisme par rapport aux personnes se trouvant porte-paroles du mouvement, à la tribune des A.G., etc... L'impact qu'ont eu l'ironie, la dérision et l'agressivité sans se prendre au sérieux, non seulement a contribué à la profondeur et à la solidité du mouvement, mais aussi constitue un des principaux acquis de ce mouvement.
- 3- Concluons sur une remarque plus générale et de bon ton : "la révolution sera une fête ou ne sera pas !"

Qu'on se le dise, camarades, et gaffe aux social-tristes.

C.L.D.P. OU PAS C.L.D.P. ? * Comité de Base Droit S. Eco
 (RECTIFICATIF)

A la suite de l'article paru dans le dernier n° de l'APL sur la rencontre ouvrière de Nantes les 7, 8 février, qui l'a présenté comme une rencontre ouvrière des CLOP, il est nécessaire de préciser son véritable objet.

L'aspect discussion sur le problème de liaison "ouvrier-paysan" ne sera qu'un aspect de cette rencontre qui sera principalement axée sur :

- les problèmes posés dans l'Entreprise pour la reconstruction d'un syndicalisme de classe et de masse,
- le problème du chômage et de la crise,
- les femmes dans les Entreprises,
- liaison ouvrier soldats.

Cette rencontre commencera le 7 FEVRIER à 14 H
 au Foyer du Jeune Travailleur
 Bd Vincent Gache
 et reprendra dimanche à 9 H , se terminera vers 17 H.

Crèche et repas du dimanche assurés.

Cette rencontre est ouverte à tous les militants ouvriers et employés, pour prendre contact, nous assurons des permanences

le MERCREDI 4 et le JEUDI 5
 de 18 H à 19 H 30
 à la librairie 71.

Bulletin de liaison ouvrier

*CLOP = comité de liaison ouvrier-paysan

Video Militante

10

MAISON DES JEUNES ET DE L'EDUCATION PERMANENTE

9.14 FEVRIER

St. Nazaire

La M.J.E.P. de Saint Nazaire organise un cycle sur la VIDEO militante du 9 au 15 février.

Ce cycle s'inscrit dans un ensemble d'actions de sensibilisation sur l'utilisation des "mass media" dans une action culturelle encrée dans la réalisation locale.

1 - Pendant 7 jours, des espaces seront installés dans la M.J.E.P. pour la diffusion de documents télévisés réalisés par des collectifs de video militante.

GREVE DES FEMMES A TROYES
CERISAY
LIP
Y'A QU'A PAS BAISER
LES TROIS MARIA
GUIGOZ
SEPTEMBRE NOIR... Etc...

la video
comme moyen
d'action au
service des
luttés!

Tous ces groupes ont en commun l'utilisation de la Video comme moyen d'action au service des luttes.

2 - Un stage, en externat, de 7 jours sera organisé et encadré par "VEDEO OUT", et en particulier, par Paul ROUSSOPOULOS, professeur de video à l'université de Vincennes.

Ge stage est ouvert à tous, même et surtout aux débutants.

3 - Enfin, une table ronde sur la situation de la Video militante en France sera organisée le Jeudi 12 FEVRIER, avec les principaux groupes de video militante. Cette table ronde sera accompagnée d'une projection de documents.

Ce stage se déroulera du LUNDI 9 FEVRIER, à 10 H, au VENDREDI 13 FEVRIER à 19 H à la M.J.E.P. 33 Bd Victor Hugo...

Les frais d'inscription s'élèvent à 50 F.

Les repas du midi pourront être pris en commun.

L'hébergement n'est pas assuré. Toutefois, les situations particulières pourront être envisagées.

Le nombre des participants est limité à 20.

CORRESPONDANCE S^t NAZ.

" LES MOUVEMENTS D'ÉMANCIPATION NATIONALE "

La Fédération Bretonne du PSU annonce la parution aux éditions Syros du livre d'Andrès Nin : "les mouvements d'émancipation nationale". Avec cet ouvrage Nin, qui, après avoir été secrétaire de la CNT, occupa de grandes responsabilités au sein du Komintern et de l'Internationale des Syndicats rouges, voulut présenter une oeuvre de divulgation de la doctrine marxiste sur les mouvements de libération nationale et leur rapport avec le mouvement ouvrier. A l'heure où le monde vit le développement des combats pour la libération nationale des peuples opprimés et où ressurgit en Europe la volonté des minorités nationales d'obtenir leur émancipation Corses, Bretons, Occitans, Alsaciens, Basques, Galiciens, Catalans, Irlandais, etc) ce livre vient à point pour jeter les bases d'une compréhension plus profonde de ces mouvements. (...)"

NON A LA CONDAMNATION A MORT DE BRUNO

Pour la première fois depuis un quart de siècle, un jeune de moins de 18 ans a été condamné à mort par une Cour d'Assises.

Va-t-on tuer au nom de la sécurité légitime des Français

ou

Va-t-on tuer pour sauver une politique désastreuse ?

Désastreuse parce qu'elle exploite le développement de l'angoisse de chacun devant la crise économique et le chômage des jeunes, en particulier, dont est responsable le gouvernement.

L'insécurité générale n'est pas la conséquence de la délinquance mais d'un climat entretenu sciemment pour qu'existe un bouc-émissaire détournant l'opinion publique des vrais problèmes. Nous devons dénoncer cette manoeuvre politique qui sert à justifier un renforcement de la répression et à contrôler systématiquement la population par le quadrillage et la mise en fiche.

Cet engrenage est dangereux par la violence qu'il entraîne et par les atteintes aux libertés qu'il prépare.

Il faut le dénoncer en se prononçant aujourd'hui pour

L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT,

violence suprême d'un système qui en vit.

N O N A L A P E I N E D E M O R T

E D U C A T I O N O U I V E N G E A N C E S O C I A L E N O N

T O U J O U R S U N E C H A N C E P O U R L E S J E U N E S

Participez à la REUNION-DEBAT le LUNDI 2 FEVRIER 1976 à 20 H 30
au THEATRE de REZE rue Guy Lelan (quartier St Paul)

Organisée par : L'INTERSYNDICALE DE L'ENFANCE INADAPTEE

SNPES (FEN)

SNEPAP (FEN)

SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

ANEJI Pays de Loire

SGEN-CFDT

avec le soutien de la FEN-44

P.S : Samedi, la CFDT prend position :
contre la peine de mort.

26.01.76

LES UNIONS LOCALES CFDT ET CGT COMMUNIQUENT:

CHÔMEURS : ACTION COMMUNE !

Le collectif chômeurs de l'Union Locale C.F.D.T. et le comité chômeurs de l'Union Locale C.G.T. se sont rencontrés MARDI 27 JANVIER au siège de la C.F.D.T.

Ils ont examiné la situation faite aux Travailleurs privés d'emploi dans la période présente ainsi que les perspectives inquiétantes de l'emploi pour les années à venir, les orientations du 7ème plan laissant en effet penser qu'en France le chiffre officiel d'environ 1 million de chômeurs sera maintenu jusqu'en 1980.

A partir de cette situation et du fait qu'actuellement les chômeurs vivent une période difficile, certains n'ayant aucune ressource, d'autres ayant des ressources faibles, les collectifs chômeurs C.F.D.T. et le Comité de chômeurs C.G.T. ont établi une plate-forme revendicative commune qui prévoit :

- ① - la garantie du salaire antérieur en cas de chômage total ou partiel et un minimum égal au SMIC pour tout demandeur d'emploi.
- ② - Le développement des moyens en personnel et en locaux des A.N.P.E. et ASSEDIC la simplification des dossiers et de la procédure administrative, ce qui permettrait de payer plus rapidement les chômeurs,
- ③ - Un acompte systématique devant être versé aux chômeurs dès la 1ère quatorzaine de pointage.
- ④ - l'allègement progressif des impôts pouvant aller jusqu'à l'exonération pour les chômeurs et dans l'immédiat le report du 1er tiers provisionnel.
- ⑤ - la gratuité des Transports en commun.
- ⑥ - le maintien du droit à la crèche pour les Travailleurs à la recherche d'un emploi.
- ⑦ - la suspension immédiate des expulsions, saisies mobilières, coupures de gaz et d'électricité.
- ⑧ - l'exonération des frais de cantine.

Le collectif chômeurs C.F.D.T. et le comité de chômeurs C.G.T. ont décidé de demander une audience au Préfet sur ces différents points et de faire des interventions auprès des organismes responsables afin que la voix des chômeurs soit entendue et que satisfaction leur soit donnée.

CHOMEURS ! LE COLLECTIF CHOMEUR rappelle que ses permanences ont lieu tous les Mercredis de 15h. à 17h., au siège de la CFDT, 37, rue Lamoricière.

NANTES : SOIRÉE de SOUTIEN aux EDITIONS OSWALD

Allons Bon ! Comme si on n'avait pas assez à faire avec les soutiens "politiques".

Et bien, ça n'est pas assez. Il faut aussi soutenir ces quelques éditeurs courageux que sont Maspero, Oswald et quelques autres qu'on peut compter sur les doigts d'une main. L'intelligence, la culture, il ne faut pas laisser la bourgeoisie maîtresse de ce terrain. Nous savons ce qu'elle en fait. Les peuples ont leur âme, leurs chants, leur théâtre.

C'est une lutte "politique" que de soutenir un éditeur comme Oswald, qui après avoir commencé pendant la guerre d'Algérie à publier les poètes du Maghreb (Afrique du Nord) a lancé de nombreuses collections consacrées au théâtre "engagé" aux "voix", à tout ce qui dérange et qui est - pour l'instant minoraire

Comme toujours, les difficultés économiques risquent d'étouffer cette braise qui rougeoit.

Soufflez dessus camarades ! Donnez lui de l'air !

La Librairie 71 organise

VENDREDI 6 FEVRIER à 20 H 30

au Foyer de la jeune Travailleuse (Place Ste Elisabeth, entre la librairie et la place Viarme)

UNE SOIREE POETIQUE

Nous y exposerons les publications OSWALD et des affiches-poèmes en vente 5 et 10 F.

Des textes seront dits :

Poèmes de SEFERIS RITSOS VASSILIKOS LARZAC ROUQUETTE PIRIOU KEINEG

Conte de Clarisse FRANCILLON etc...

Deux africains chanteront des chansons de chez eux.

(L'exposition des livres J.P. OSWALD se poursuivra pendant tout le mois de février à la Librairie)

LIB 71

EXCEPTIONNELLEMENT : UNE PUB GRATUITE

La Librairie 71 a besoin d'un coup de main pour terminer les aménagements : peinture, menuiserie et autres divertissements.

DERNIÈRES NOUVELLES DE L' OUEST ...

26 janvier =

CGA Nantes (Caisse Générale Accidents)

Reprise du travail après plus de deux semaines de grève. Une partie des revendications salariales sont satisfaites. Par contre, la direction réunit un conseil de discipline et donne des consignes à la hiérarchie.(CFDT)

26 janvier = ENCORE LES PARCMÈTRES...

Caen. Les agriculteurs manifestent, la baisse du revenu agricole , contre les propositions scandaleuses de la commission de Bruxelles sur les prix. Aux abords de la préfecture, des bagarres ont éclaté entre une partie des 7000 agriculteurs et les CRS. Nombreux blessés, 20.000 francs de dégats (dont une tapée de parcmètres)

27 janvier = STATISTIQUES...

Délinquance en baisse d'après les statistiques de la gendarmerie pour la Loire-Atlantique (hors Nantes, Rezé et Saint-Nazaire...)

...grande criminalité : 35 en 75 contre 47 en 74.

...cambriolages, vols, coups et blessures : 20% d'augmentation.

...vols d'autos, chèques volés, violation de domicile : baisse de 7% .

Baisse de la criminalité avec violences contre les personnes , augmentation des vols contre les résidences secondaires.

Pas de bandes organiés : délinquance occasionnelle.

NANTES = GREVE AUX CARTONNAGES DE L'OUEST =

27 janvier =

Les 2/3 du personnel cessent le travail . Revendications 150francs d'augmentation pour tous, et le 13ème mois sans abattements pour grève. En fin de semaine, l'entreprise est toujours en grève.(CFDT)

28 janvier = P.T.T : VERS de NOUVELLES LUTTES ?

PTT: mot d'ordre de grève CFDT, dans le cadre de la journée de lutte revendicatrice des fonctionnaires. Les négociations dans la fonction publique s'enlisent, M. Péronnet s'étant refusé à formuler la moindre proposition avant le 17 février, ce qui implique: salaires de fonctionnaires bloqués jusqu'à mars ou avril.

Sur 400.000travailleurs des PTT, plus de 150.000 gagnent moins de 2000 francs par mois.

Des arrêts de travail sont observés au centre de tri de Bordeaux depuis une semaine.

SILLON DE BRETAGNE = 100 FAMILLES BOYCOTTENT L'AUGMENTATION DES CHARGES.

28 janvier =

Une centaine de familles ont décidé ce mois-ci, de ne pas payer, à titre d'avertissement, l'augmentation des charges décidées pour la Loire-Atlantique. Avec le soutien de la CGL, du CNL et de l'ASF.

Depuis 4 ans: augmentation des loyers ... +35% } (HLM)
augmentation des charges ...+ 135%

Au premier janvier: augmentation des loyers ...+7,25% } (PLR)
augmentation des charges ... + 22,29%

.../...

.../...

« Les mesures d'économie proposées par les associations de locataires, afin de réduire les charges restent sans réponse, les réparations collectives et individuelles ne sont pas effectuées ou traînent en longueur. Les explications données aux associations sur les augmentations ne sont pas suffisamment détaillées et donc pas assez claires, et surtout ne permettent aucun contrôle réel. »

RENNES: 500 PERSONNES METTENT A SAC 29 janvier = LE SIEGE DE LA SECTE MOON =

Al'appel du comité rennais Anti-Moon, beaucoup de jeunes et quelques familles racolés par la secte: «NON AUX ACTIVITES RELIGIEUSES DE LA CIA -MOON, AGENT DE LA CIA- »

Documents précipités par les fenêtres et incendiés, etc... La police est intervenue tard, et ... en douceur.

HABY DECIDE LA FERMETURE D'UN 29 janvier = LYCÉE DE LORIENT =

«... par suite de l'impossibilité d'assurer la sécurité des personnes et des biens. » Les lycéens sont en grève contre les conditions insupportables de la vie des internes, une manifestation d'un millier d'élèves du lycée technique Colbert est venue les soutenir.

MICHELIN - VANNES = LES GRÈVES TOUR- 29 janvier = NANTES SE POURSUIVENT DEPUIS 5 SEMAINES.

... le mouvement est suivi à 90% par les ouvriers, fait sans précédent depuis 1968. CGT et CFDT parlent d'un « ras-le-bol général des travailleurs de l'usine. » Ce sont les employés de bureau qui sont passés à l'action de tout mot d'ordre syndical.

Revendications globales:

Cadences, répression, classifications, 40 heures, salaires.

L'ASSOCIATION NANTAISE DE DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT...

...a rencontré le maire-adjoint chargé de la circulation.

L'Association Nantaise estime que " la défense de l'espace urbain implique de la part des élus l'abandon des projets, coûteux et envahissants (voierie, rapide, parkings,) ainsi que le transfert des fonds à des besoins prioritaires logement et services sociaux, espaces verts, transports publics.

LE PSU S'INQUIÈTE DU PROJET NUCLEAIRE SUR LE PELLERIN...

La section de Couéron déclare à propos des projets de construction d'une centrale nucléaire au Pellerin " - QU'EN EST-IL EXACTEMENT? " Les élus locaux sont-ils AU COURANT? Si oui, pourquoi la population de la Basse-Loire n'est-elle pas informée ??

Le PSU, en conséquence invite l'ensemble de la population de la Basse-Loire à tout mettre en oeuvre pour obtenir des pouvoirs publics, des éclaircissements sur ce projet de l'EDF.

GRANDIR A ORVAULT...

Un dossier sur la scolarité dans la commune, publié par la section du Parti Socialiste d'Orvault.

AFFAIRE DE L'EDUCATEUR EN PREVEN- -TION, INculpÉ "D'EXCITATION DE MINEUR A LA DÉBAUCHE"...

Vendredi soir, 250 personnes environ se sont rendues à la Maison du Quartier de des Dervallières, à l'appel de l'intersyndicale CAE (l'association qui emploie l'éducateur inculpé) et du collectif national de prévention.

Après le rappel des faits motivant l'inculpation, au cours d'un débat, les prises de position de plusieurs organisations ont été données, notamment celle de l'intersyndicale, du collectif national de prévention, de la CNT, du mouvement pour le planning familial, du groupe anarchiste, du syndicat de la médecine générale, du syndicat de la magistrature, du CRI (réinsertion sociale prostituées), du conseil d'administration de la maison de jeunes, du PSU, de l'école émancipée... toutes ces prises de positions ainsi que celles de quelques participants isolés ; habitants des quartiers, travailleurs sociaux, infirmières, infirmières psychiatriques, etc... s'accordent :

- pour dénoncer l'hypocrisie régnante à propos de la sexualité et le faire savoir.
- pour défendre l'éducateur inculpé au sein d'un comité de soutien.

Les adresses et les renseignements utiles à retenir sont :

Adresses du comité de soutien :

- APTS 30 rue de la Boucherie Nantes
- Librairie 71 rue Jean Jaurès Nantes
- Daniel Praud 65 route de St Herblain Nantes

CCP du comité : A. GRALEPOIS CCP 386418 D

Conférence de presse Jeudi 5 février

Maison des jeunes Dervallières 20 H 30 (préparation par les organisations du mouvement du texte devant être remis à la presse.

Permanences du comité lundi mardi mercredi

aux CAE 65 route de St Herblain à partir de 17 H - 20 H
Tél : 46/01/97

Rassemblement le 10 MARS à 14 H devant le Palais de justice. CORRESPONDANCE APL

SPÉ LUCE - PORTUGAL

Mardi 26/1. = près de 200 personnes à la soirée-débat "Où va le Portugal?" Bernard Lambert en compagnie de militants-travailleurs et de chrétiens-marxistes, a rendu compte de son voyage en décembre au Portugal. Ce voyage, préparé par de nombreux contacts, avait pour but de rencontrer les petits paysans du Nord qui s'affrontent à des conditions d'exploitation tant économiques, politiques qu'idéologiques, assez semblables de celle de l'Ouest de la France. Les contacts avec les paysans du Nord ont permis de créer un réseau de solidarité concrète et matérielle entre eux et les Paysans-Travailleurs de l'Ouest. Réseau qui doit mettre en place des circuits de distribution de matières premières, de semences, et éventuellement une assistance technique, pour rompre le blocus économique mis en place par les régimes bourgeois de l'Europe Capitaliste. Le voyage a eu aussi pour but d'analyser les conditions nouvelles de répression des militants de gauche, suite aux événements du 25 novembre, dans le cadre du Comité RUSSEL. Enfin un montage diapos a été ^{PRÉSENTÉ} par des militants "chrétiens-marxistes" du Comité Portugal de Nantes, sur l'emprise de l'idéologie religieuse dans les conditions de vie des petits paysans du Nord. Ce montage a permis de démarrer un débat animé sur l'analyse du 25 novembre: la situation dans le nord du Portugal et le rôle de l'église.

Correspondance Ouest Information APL.

BERNARD LAMBERT : RETOUR DU PORTUGAL (suite)

Après le 25 avril 74, ce notable, qui était de plus, notaire à la Mairie de LISBONNE (poste qu'il a gardé depuis), n'était jamais revenu du moins publiquement à MONTALEGRE. Le jour où nous avons rencontré là-bas les responsables de la coopérative, c'est-à-dire le dimanche 29 décembre, ce notable revenait la tête haute et se pavaneait dans la commune.

Après l'arrestation des militants progressistes, il se sentait très à l'aise pour reparaître comme avant.

Les paysans de la coopérative étaient d'autant plus intéressés à débattre avec nous que leur organisation produit la moitié de la semence de pommes de terre de tout le Portugal. Ils n'ont pas pu importer de nouvelles marchandises depuis près de 2 ans. En effet, les pays occidentaux qui les approvisionnaient avant, ont refusé de leur livrer les semences habituelles. Ces pays sont : la GRANDE BRETAGNE, l'IRLANDE, la HOLLANDE. Le blocus économique est une réalité.

Après avoir échangé nos expériences, finalement très semblables, ils nous ont demandé s'il serait possible d'obtenir que les Paysans-Travailleurs de France mènent un combat, éventuellement en commun avec les ouvriers, pour exiger que les coopératives ou firmes, leur expédient les marchandises dont dépend la production de pommes de terre, d'une grande partie du Portugal. Actuellement, 75 % des besoins sont seulement couverts.

EST-ON CAPABLE DE DECLANCHER UNE LUTTE DE CLASSE CONTRE LES ORGANISATIONS ECONOMIQUES POUR QU'UN SOUTIEN CONCRET SOIT APORTE A L'AVANT-GARDE DE LA REVOLUTION PORTUGAISE ?..

Par la suite, le même problème se posera dans les domaines de la production lait/viande, dans celui des engrais et du matériel agricole, etc... C'est une sacrée question posée au syndicalisme progressiste et aux Paysans-Travailleurs.

Faut-il envisager des manifestations et lesquelles ?

Il ne s'agit pas de charité : il y a similitude de situation : en les aidant, nous nous défendons et leur action aide la nôtre.

- OU EN EST LA MISE EN PLACE DE LA LOI DE REFORME AGRAIRE DANS LE NORD ?

Dans le district de PORTO, il y a 12.000 locataires de terres dont la plupart sont métayers.

LA NOUVELLE LOI PERMET A CEUX QUI SONT FERMIERS DE PAYER UN FERMAGE INFERIEUR DES 2/3 A CELUI D'AVANT.

D'AUTRE PART, CETTE LOI PERMET AU METAYER QUI DONNAIT JUSQU'ICI LA MOITIE OU LES 2/3 DE LEUR PRODUCTION AU PROPRIETAIRE DE PASSER LEUR EXPLOITATION EN FERMAGE, de bénéficier des améliorations apportées au Statut du fermier dont

nous venons de parler. A noter que la moyenne des exploitations tourne autour de 2 ha dans le Nord. Sur 12.000 locataires, 200 seulement ont pu utiliser la nouvelle loi.

En effet, la pression sociale, les menaces directes ou indirectes sur les paysans (par exemple ceux qui ont des dettes ou des engagements divers...) a été telle que les autres n'ont pu obtenir l'application de la loi, d'autant que beaucoup de fermiers sont aussi propriétaires d'une ou de plusieurs petites parcelles, en tant que fermier, ils auraient certaines réactions qu'ils n'ont pas en tant que petits propriétaires.

Ces 200 paysans, qui représentent la voie de l'avenir, sont actuellement en but au propriétaire qui n'hésite pas à venir avec d'autres pour obliger le fermier à revenir au mode de paiement ancien en nature.

Quand les fermiers font appel à la Garde Nationale Républicaine (police des campagnes mise en place par SALAZAR) ou bien elle ne vient pas, ou bien elle intervient beaucoup trop tard. Des gars se sont vus contraints de signer le retour aux modes anciennes.

Dans certains cas, le propriétaire vient avec la Garde Nationale pour mettre en échec la loi officielle. C'est la Garde Nationale qui a été chargée par le Gouvernement, à majorité socialiste et animée de fait par Mario SUARES, de contrôler la manifestation de protestation devant la prison de PORTO contre l'emprisonnement sans raison de militaires progressistes. Ces militaires ont été mis au secret pendant 20 jours avec interdiction de rencontrer leur famille ; même aujourd'hui, ils n'ont pas encore pu rencontrer leur avocat.

La G.N.R. n'a pas hésité un seul instant à tirer sur cette foule le 1er janvier dernier, faisant des dizaines de blessés et quatre morts.

"Si les membres de la Commission Russell s'avancent..

- A LISBONNE ET DANS LE SUD, QU'AVEZ-VOUS VU ?

Nous sommes allés à LISBONNE pour enquêter pour le compte de la commission Russel. Nous avons rencontré les femmes des prisonniers politiques incarcérés depuis le 25 novembre (9 sur 10 sont des militaires). Nous avons rencontré aussi des militaires du Conseil de la Révolution, des membres du Gouvernement actuel et aussi des anciens Ministres qui ont été au Gouvernement pendant la période de montée des transformations sociales (période du 4ème et du 5ème Gouvernement jusqu'à la fin de l'été).

. nous tirons sur la foule ..

A LISBONNE, le 1er janvier, lorsque la Commission Russel a demandé à être reçue dans la prison par l'intermédiaire du Comité des femmes de prisonniers, la réponse suivante a été faite par le responsable de la prison : "SI LES MEMBRES DE LA COMMISSION RUSSEL S'AVANCENT, NOUS TIRONS SUR LA FOULE".

"Les membres «socialistes» du gouvernement nous ont indiqué que leur objectif était d'imposer un retour en arrière"

Le Parlementaire Britannique, membre de la Délégation qui était avec nous a pu seul s'avancer et seulement de 10 mètres, pour parlementer avec un responsable militaire. Il a finalement obtenu d'entrer dans la prison où il a eu un long entretien avec un capitaine de la prison dont les propos fascistes seront reproduits dans le rapport final de la Commission Russel.

Pendant ce temps, nous avons vu les commandos d'AMADORA avec leurs chars, charger sans ménagement la foule qui a su éviter la provocation. IL N'EST PAS ETONNANT QUE LE MEME JOUR, IL Y A EU 4 MORTS A PORTO.

Autre information : LES MEMBRES "SOCIALISTES" DU GOUVERNEMENT NOUS ONT INDIQUE QUE LEUR OBJECTIF ETAIT D'IMPOSER UN RETOUR EN ARRIERE. Ainsi, dans le Sud du Portugal, il y avait avant 1974, trois millions d'ha de terres tenus par desgrands propriétaires fonciers (Latifundiaires). Ces fermes représentent entre 200 et 20.000 ha. UN MILLION d'ha avait fait l'objet depuis 2ans d'occupation par les ouvriers agricoles ; ceux-ci, pour gérer collectivement ces terres, ont créé des coopératives. Depuis, il y a eu 10 % d'ensemencements supplémentaires par rapport aux années précédentes, où des terres nombreuses étaient laissées à l'abandon.

Cela s'est fait sans intervention du pouvoir central et sans tenir compte de la Loi qui est venue pendant ou seulement après ces occupations.

Le Ministre "socialiste" LOPEZ CARDOSO nous a déclaré de façon très affirmative ceci : "tout ce qui était occupé et qui n'entraît pas dans le cadre prévu par la Loi, devra être "désoccupé" et rendu au propriétaire initial, seul un pouvoir fort sera capable de faire appliquer de telles mesures. Les normes de la Loi sont trop sévères, je vais les modifier : ainsi au delà de 10 ha de vergers irrigués, la Loi prévoyait une expropriation automatique, je veux ramener cette norme à 30 ou 35 ha."

Toutes les autres normes, dans l'esprit du Ministre, doivent être augmentées dans la même proportion. Par exemple pour les terrains de faible productivité, la limite d'expropriation était 100 ha "cette limite, selon vous, va être augmentée de 3 fois ?" avons-nous dit à LOPEZ CARDOSO, il n'a pas répondu clairement, mais a indiqué : "le parti communiste portugais a fait beaucoup d'abus, il est normal de donner un coup de barre, même si ce retour en arrière risque de ramener dans ce pays une majorité de droite, voire fasciste, car c'est cela la démocratie !"

A noter que LOPEZ CARDOSO est considéré comme un des éléments les plus à gauche du parti socialiste portugais...

- VOTRE CONCLUSION ?

LES ELEMENTS MILITAIRES PROGRESSISTES EMPRISONNES DEPUIS LE 25 NOVEMBRE REPRESENTENT NON PAS EUX-MEMES, MAIS LA REVOLUTION MISE EN PRISON.

En fait, les forces de droite profitent de l'évènement pour reprendre en mains le pays ; une intervention intense de notre part, du type Comité Russel, avec dénonciation des évènements dans toute l'Europe, ne peut qu'empêcher le "partie socialiste" d'engager le pays dans une voie trop réactionnaire. Cela peut aider les forces démocratiques et révolutionnaires à lutter contre le processus actuellement en route.

Cela suppose par exemple dans le domaine de la réforme agraire que le maximum de militants paysans et techniciens agricoles aillent au Portugal pour établir la jonction entre eux-mêmes et les paysans portugais qui travaillent au changement.

Les anciens dirigeants, ministres compris, de la réforme agraire nous ont donnés leur accord le plus complet pour les aider en ce sens. A notre place, pour une petite part, nous pouvons contribuer à contrecarrer l'offensive de la bourgeoisie.

J'ajoute en terminant, que j'ai laissé de côté durant cet entretien, beaucoup d'éléments importants à mes yeux. Il en est un, pourtant, que je voudrais souligner, réservant aux camarades "Chrétiens Marxistes" de l'Ouest qui m'accompagnaient, le soin de la développer [1].

Il s'agit de l'importance du facteur idéologique et politique représenté par le type de catholicisme que nous avons rencontré.
Ancien dirigeant de la J.A.C. JE CONSTATE QUE LE CHANGEMENT DANS LE NORD DU PORTUGAL PASSE, SOIT PAR UNE DE-CHRISTIANISATION, SOIT PLUS PROBABLEMENT, PAR L'EMERGENCE AU SEIN DE L'EGLISE D'UN FORT COURANT PROGRESSISTE CAPABLE DE RETOURNER L'IDEOLOGIE RELIGIEUSE CONTRE CEUX QUI LA CONFISQUE AU PROFIT DES POSSEDANTS. Il se peut même, comme nous le disait l'ancien ministre Batista, que la lutte prioritaire dans le Nord, soit plus idéologique et politique qu'économique.

[1] cf. la prochaine livraison de "Cité Nouvelle" et du "Bulletin du Cercle Jean 23".



QUEST-INFORMATION

A.P.L.

C'EST QUOI?..

Un bulletin hebdomadaire diffusé à près de 700 exemplaires, lu et soutenu par différents groupes (écoles, usi-

nes, quartiers, objecteurs, paysans-travailleurs, etc...) se veut : "POUR UNE INFORMATION AU SERVICE DES LUTTES POPULAIRES".

L'APL résolument engagé pour la suppression du système capitaliste veut garder une large ouverture à tous les courants révolutionnaires et progressistes et pour cela refuse d'être lié à un groupe quelconque.

NOS REUNIONS SONT OUVERTES A TOUS, LE VENDREDI SOIR à 20 h 30 au 12 bis rue de l'Industrie (derrière la Librairie 71).

-o-O-o-

- Librairie 71 - 29 rue Jean-Jaurès, Tél.73.82.48.
- Librairie Euzen - rue Jean-Jaurès
- Librairie J.Vernes (près pl. du Commerce)
- Café Surcouf - Morrhonnière
- Café La Noé - Jonelière
- R.U. Le Tertre - mardi midi
- rue de Strasbourg, face à la Préfecture
- Kiosque Bellevue - Grande place



COMMENT S'ABONNER?..

Un trimestre 12 n° : 15F. soutien 20F.
 Un semestre 24 n° : 30F. soutien 40F.
 Un an 48 n° : 55F. soutien 70F.
 Laissez votre ordre en blanc, et envoyez-le à la Librairie 71.

NOS BONNES ADRESSES ?..

- CSOC (Comité de Soutien aux Objecteurs de Conscience) - 57 rue des Hauts-Pavés.
- GIT (Groupe Insoumission Totale) - Tous les jeudis de 20h à 22h.
- COMITE PORTUGAL -
- CNT-AIT (Confédération Nationale du Travail, section française de l'Association Internationale des Travailleurs) - 43 rue Felix Faure, Rezé. Permanence : tous les samedis de 15h à 18h.
- APF (Association Populaire Familiale) - 2 rue Lamoricière.
- GASPROM - 1 rue Léon Say, T.74.65.59. Permanence vendredi 19-21h.
- CENTRE NANTES TIERS MONDE - 9 rue des Hauts-Pavés, dispose d'un montage audio-visuel sur le pétrole et la faim au Sahel.
- CABE (Comité d'Accès aux Bords de l'Erdre) - Robert Chiron, la Vrière, La Chapelle/Erdre, dispose d'un montage sur le problème scandaleux des bords de l'Erdre. Sur la manif de 70, un film de 20mn. Une brochure de 120 p. sur les luttes menées depuis 6 ans.
- GSED-MFA - 2ème dimanche du mois à 10h. Café Moderne, quai Marcel Boissard. Trentemoult Tél.75.53.83.
- CRIN - mercredi et vendredi, permanence de 17h à 19h rue de la Haute-Forêt (derrière le Restau-U).